

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 134
SEPTEMBRE 2023

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Les objecteurs de conscience sous pression

Trois jeunes hommes se retrouvent devant le Tribunal pénal fédéral à Bellinzone, car ils ont appelé au refus de servir pour des raisons climatiques. Pourquoi une telle répression ? PAGE 3

Des armes, mais pas d'argent ?

Les partis bourgeois sont en première ligne lorsqu'il s'agit d'assouplir les règles d'exportation d'armes. Ils s'opposent toutefois à l'aide financière pour l'Ukraine, ainsi qu'à un impôt sur les bénéfices de guerre. Le deux poids, deux mesures continue. PAGE 4

Parlons d'avions

Trop chers, polluants et inutiles : voici la description parfaite de la Patrouille suisse. Ou, autrement dit, 6,5 tonnes de CO2 et 40'000 francs par heure de vol. Nous disons : non merci. PAGE 5

Faire le bon choix

Le parlement n'arrête pas de mettre des bâtons dans les roues du GSsA. Il a notamment accepté l'achat du F-35 et de péjorations pour le service civil. Il faut plus de représentant-es du GSsA à Berne ! PAGE 8

EN MISSION CONTRE LES ARMES NUCLÉAIRES

**SIGNEZ
LE TIAN*
MAINTENANT**



*Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Depuis toujours, le GSsA fait ce qu'on appelle en anglais « defying the odds », nous avançons malgré les obstacles. Malgré la guerre et les démonstrations de pouvoir bourgeoises, nous tenons bon. Ce numéro montre à nouveau que nous abordons des sujets divers et variés et que nos analyses et critiques ne restent pas de surface.

Ainsi, à la page 4, vous trouverez notre réaction au refus du Parlement de soutenir l'Ukraine avec 5 milliards de francs. Nous ne comprenons tout simplement pas ce deux poids, deux mesures des partis bourgeois. À la page suivante, nous aborderons l'incident de la Patrouille suisse et nous demandons la fin de ce jouet aérien. Évidemment, nous critiquerons les attaques répétées et déloyales à l'encontre du service civil, avant de procéder à une mise en contexte, le tout également en page 5. À la page 6, vous trouverez une contribution externe dans laquelle Daniel Jerke nous parlera du service militaire obligatoire en Autriche, qui ressemble beaucoup à ce que nous connaissons en Suisse. Nous profitons de ce numéro pour vous rendre attentives et attentifs à la prochaine Assemblée générale, qui aura lieu en novembre (plus d'informations à la page 2). Durant celle-ci, nous déciderons quelle initiative nous voulons lancer. Plus il y a de participant-es, plus ce projet aura un large soutien et deviendra grand !

Nous vous souhaitons excellente lecture,

Joris Fricker
et toute l'équipe de rédaction

Impressum

Rédaction : Anja Gada, Andreas Weibel, Fabio Briante, Kilian Bello, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Noëmi Holtz, Oger, Pauline Schneider, Roxane Steiger

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative-Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Impressions de l'AG et suite du programme

En mai, nous avons eu le plaisir de revoir beaucoup d'entre vous lors de l'AG, qui s'est déroulée avec succès. La prochaine Assemblée générale, extraordinaire cette fois, est déjà en préparation et se tiendra en novembre. JORIS FRICKER

L'Assemblée générale de mai dernier présentait un programme riche et dense. Celui-ci semble avoir répondu aux attentes, car une septantaine de membres nous ont rejoint-es, pour découvrir des projets et y participer. Notons que nous n'avons pas uniquement discuté d'idées, de revendications et de résolutions portant sur le présent. Nous avons également bien fêté le 40ème anniversaire de notre organisation avec une petite exposition photo, une table ronde avec notamment Andi Gross, le fondateur du GSsA et la présentation de nos t-shirt « édition spéciale ». Nous avons également posé les jalons pour la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire en décidant de lancer un nouveau grand projet. En novembre, il s'agira donc de décider quel projet nous voulons poursuivre. Au choix : la réintroduction des demandes d'asile dans les ambassades, la

signature du TIAN ou une initiative visant à réorganiser le budget de l'armée. Si le Conseil fédéral décidait de signer le TIAN d'ici là, c'est

le projet de « pour une Suisse en tant que haut lieu humanitaire » qui remplacerait la signature du TIAN. Ce sera donc à vous, nos membres, de choisir comment nous voulons changer la politique suisse en 2024. Rendez-vous le 4 novembre 2023 à Berne pour continuer à écrire l'histoire du GSsA.



Table ronde en l'honneur du 40ème anniversaire du GSsA lors de l'AG : Hans Hartmann, Joris Fricker, Magdalena Küng, Andreas Gross (de gauche à droite). Photo: Thomas Bruchez

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Participez au nouveau projet !

Après l'Assemblée générale de mai, c'est celle de novembre qu'il faut déjà préparer ! Et il ne s'agit pas de n'importe quelle Assemblée : lors de cette dernière, le choix de notre nouveau projet sera décidé PAULINE SCHNEIDER

Depuis quelques mois, nous avons voté et sélectionné trois projets pour le lancement d'une initiative qui nous permette de relancer des débats qui nous tiennent à cœur et répondent aux préoccupations d'une grande partie de la population. Au choix, la réintroduction de l'asile dans les ambassades, de manière générale, afin de montrer le lien clair entre l'émigration et les guerres. Ensuite vient la signature du traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), dont nous parlons beaucoup ces derniers temps, notamment depuis l'annonce de la Russie de la suspension de sa participation au Traité New Start, mais surtout qui aurait dû être signé par la Suisse depuis 2018 à la demande du Parlement. La menace nucléaire n'est

pas désuète mais totalement actuelle, et nous ne pouvons pas laisser les jeux de pouvoir de l'OTAN empêcher la Suisse, fière de sa tradition humanitaire internationale, de ratifier ce traité d'importance. Et finalement, vient une initiative visant à réorganiser le budget de l'armée. En effet, ce dernier n'a cessé d'augmenter, sans décision démocratique, et surtout sans raison, et il serait opportun de rappeler que d'autres domaines de sécurité globale auraient bien besoin de ces milliards. Si le Conseil fédéral décidait d'ici novembre de signer le TIAN, l'idée de projet pour une « Suisse en tant que haut lieu humanitaire » rentrerait alors dans la course des thématiques. Vous l'aurez compris, ces thématiques sont larges et nous avons besoin de

notre présence pour nous aider à façonner le futur grand projet du GSsA. N'hésitez pas à nous écrire (gssa@gssa) si vous avez des points à apporter à l'un ou l'autre de ces projets, afin qu'en novembre la décision nous assure un succès de mobilisation de nos membres et de la population.



SAVE THE DATE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE
4.11.2023, BERNE

ENAAAT

Retour sur l'ENAAAT

Fin juin, le GSsA a eu le plaisir d'accueillir une délégation des organisations membres de l'ENAAAT (le réseau européen contre le commerce des armes) à Berne, pour deux jours de discussions et d'échanges. PAULINE SCHNEIDER

Le dernier week-end de juin a été fort en échanges de tous types : en effet, des délégués des organisations européennes membres de l'ENAAAT (European Network Against Arms Trade) se sont retrouvées à Berne, afin d'échanger sur les préoccupations qui nous occupent au quotidien : les ventes d'armes en hausse, partout dans le monde, et comment faire pour lutter contre cette remilitarisation aveugle à laquelle nous faisons face. Cette réunion a commencé par une discussion publique sur les armes nucléaires. Sujet d'actualité, dans une première

partie des expert-es d'organisations diverses (ICAN, Campagne tegen Wapenhandel, Corruption Tracker Project/ ArmsInformationCentre (RIB) et Movimento Nonviolento/Rete italiana Pace e Disarmo) ont parlé de l'état à l'international du TIAN (Traité d'interdiction des armes nucléaires), de son importance et des défis à venir avant de pouvoir construire une nouvelle architecture globale de paix. Dans un deuxième temps, nous avons accueilli plusieurs parlementaires suisses, qui nous ont rappelé l'importance pour la Suisse de signer et ratifier ce traité, de

l'état des discussions, et comment nous pourrions accélérer le débat. Après cette première soirée très réussie, deux jours d'échanges en plus petit comité ont eu lieu, avec au programme des partages d'informations, des discussions sur la guerre en Ukraine, ou encore sur les F-35 avec une participation de Code Pink, afin d'étayer encore notre longue – et non exhaustive ! – liste de critiques à formuler envers ce nouveau jet. Ces échanges européens nous permettent d'échanger avec des organisations qui font face à d'autres situations politiques et sociales, et d'élargir notre champ de compétences grâce à des apports et des moyens de campagnes nouveaux. Vivement la prochaine rencontre de l'ENAAAT !

NEUTRALITÉ

Neutralité – universalité – solidarité

La Suisse a besoin d'une autre neutralité, une neutralité qui rime avec l'ONU et des multinationales responsables. JOSEF LANG

Les discussions autour de la neutralité suisse qui sont menées depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont pour but de ne pas aborder la question qui fâche : comment fonctionne le modèle économique suisse ? Les conservateurs nationalistes évitent explicitement cette question en prétendant que des sanctions décrétées uniquement contre la Russie vont à l'encontre de la neutralité, ce qui n'est pas vrai. Le Centre et le PLR, sans qui Poutine peinerait à financer sa guerre et ne pourrait plus utiliser autant de bombes, de roquettes et de munitions, font tout pour ne pas être vus comme les complices qu'ils sont. Ils poursuivent également un autre but non dissimulé : une intégration partielle de la Suisse dans l'OTAN. Certain-es politicien-nes de gauche ont également un intérêt à détourner l'attention de l'aide politique à l'armement de Poutine. Car iels font partie de ceux qui ne s'y sont jamais opposé-es. Par ailleurs, il existe depuis des années des forces politiques au sein du PS et des Vert-es qui cherchent à rapprocher la Suisse de l'OTAN. Dans l'édition du 24 avril du magazine *Republik*, un politicien bernois de gauche disait que la Suisse devait signer une sorte d'accord d'association avec l'OTAN.

DES SANCTIONS POUR UNE SUISSE PLUS NEUTRE

L'interprétation de la neutralité que nous utilisons dans le cadre de cette guerre est diamétralement opposée à l'approche de l'UDC.

En effet, pendant deux décennies, l'économie et la politique étrangère suisse ont unilatéralement soutenu la Russie. Des milliers d'entreprises et d'instituts financiers russes, des oligarques pleins aux as et dépendant presque tous entièrement de Poutine, des grandes banques, l'industrie pharmaceutique et surtout les entreprises de matières premières ont ainsi rempli la caisse d'Etat de la Russie et fait tourner la machine de guerre, ce qu'ils font toujours. Les sanctions contre la Russie renforcent donc la neutralité suisse. Notons que celle-ci ne s'oppose pas forcément à la solidarité.

Il existe deux désavantages à un rapprochement avec l'OTAN. L'un d'ordre politique et l'autre est d'ordre militaire. Politiquement, cela signifie que l'on se rallie à la partie nord-ouest de la planète, qui ferme les yeux devant son histoire d'exploitation, de crimes et de guerres. L'occident n'existe pas sans l'Europe occidentale, qui connaît et connaîtra des gouvernements auxquels participent des partis d'extrême droite. Par ailleurs, l'OTAN fait pression sur les gouvernements pour que ceux-ci ne signent pas le TIAN. Cela montre bien ce qui est en jeu lorsque l'on parle de neutralité.

Le récemment disparu Bruno Lezzi, un expert militaire qui travaillait pour la NZZ évoque le problème d'ordre militaire dans son ouvrage *Von Feld zu Feld* (D'un champ à un autre, ndlt). Cet ancien colonel d'état-major général s'opposait à ce que la Suisse fasse cavalier seul

sur le plan militaire. Il note que les soldats de milice, qui rentrent chez eux après trois semaines, ne feraient que gêner l'OTAN et ses troupes. Lezzi disait au sujet de la neutralité : on ne doit en aucun cas nourrir l'espoir que le droit de la neutralité et le statut d'Etat neutre permettent une coopération de défense qui aurait un réel bénéfice en termes de sécurité. Selon lui, la seule option viable d'un point de vue militaire serait que la Suisse rejoigne l'OTAN, abandonnant ainsi le service de milice et la neutralité. En comparaison, l'abolition de l'armée ne serait pas moins réaliste.

Comme l'indique la nouvelle édition de l'étude Sécurité 2030 de l'EPFZ, 91 % des personnes interrogées pensent que la neutralité est importante. N'oublions pas que l'OTAN est également synonyme du piège de la complicité. Et la Suisse serait presque tombée dans ce piège le 4 septembre 2009 à Konduz, en Afghanistan. Des avions de chasse américains ont suivi des ordres allemands et ont bombardé un camion-citerne, tuant ainsi plus de cent civils, dont un grand nombre d'enfants. Les plans de l'armée et de l'OTAN prévoyaient qu'un détachement suisse rejoigne le commando allemand à Konduz. C'est en partie grâce au GSSA que ces plans ne sont pas devenus réalité.

MISER SUR L'ONU PLUTÔT QUE SUR L'OTAN

La neutralité suisse est en revanche compatible avec l'ONU, qui est neutre à l'échelle internationale. Seule une alliance des nations basée sur le droit international et en mesure

d'appliquer celui-ci peut parvenir à ce que la paix règne dans le monde, ce qui constitue le but de toute personne de bonne foi. Ce qui valait pour la Suisse il y a 175 ans vaut encore aujourd'hui : seule une alliance mondiale peut garantir la paix et la sécurité, une alliance particulière, comme le Sonderbund, ne le peut pas. C'est ce qui constitue la différence entre l'alliance des Nations Unies, qui unit toute l'humanité, et l'alliance particulière qu'est l'OTAN, qui ne réunit que les pays riches du nord global. La participation à l'ONU doit aller de pair avec l'extension des bons offices et du corps d'aide en cas de catastrophe, le service civil à l'étranger et l'engagement pour la paix et le service en tant que casque bleu et béret bleu.

La contribution la plus importante que la Suisse peut faire à la paix mondiale est de renoncer à exporter des armes et à financer la production d'armement. Elle peut également s'engager pour des multinationales responsables et participer à un engagement mondial contre le réchauffement climatique. Celui-ci constitue en effet le plus grand risque sécuritaire pour la planète et l'humanité.

GRÈVE MILITAIRE

Trois grévistes militaires jugés à Bellinzone

Le vendredi 5 mai dernier avait lieu au Tribunal Pénal Fédéral de Bellinzone la tenue du procès opposant le Ministère Public de la Confédération (MPC) à trois militant.es de la grève du climat. Leur crime ? Avoir publié en 2020 un appel à la grève militaire. Cet appel aura suffi à lancer un dispositif judiciaire démesuré contre ces trois jeunes : Ce sont en effet les polices cantonales et fédérales, accompagnées d'un hélicoptère dans le cas d'une des perquisitions, qui un jour débarquent dans les domiciles familiaux des trois grévistes afin de confisquer leur matériel informatique et de les mener au poste.

KILIAN BELLO

Deux ans plus tard, c'est donc à Bellinzone que se retrouvent les trois activistes. Devant le tribunal, un important dispositif policier fait face à une trentaine de personnes venues afficher leur soutien aux accusé.es. Un journaliste de la RSI nous confie même être venu assister au procès par simple incrédulité devant l'absurdité du dossier. « Absurdité » est sans doute le mot décrivant le mieux cette affaire ayant mené trois antimilitaristes à siéger dans un tribunal habitué à voir défiler des personnes accusées de terrorisme. C'est également ainsi qu'iels seront traité.es lors du procès, étant décrit.es comme de dangereux.es criminel.es en puissance par le MPC, probablement dans une volonté de justifier les mesures exceptionnelles

prises pour un délit qui lui ne l'était pas. Une des accusé.es le fera d'ailleurs remarquer lors du procès avec ces mots : « Je ne me reconnais pas dans cette sorte de folie coupable, destructrice et décérébrée, je ne me reconnais pas dans cette menace pour la société. Je ne me reconnais pas dans ce personnage qu'on érige devant un tribunal fédéral. »

Comment expliquer cet acharnement judiciaire ? L'une des accusé.es nous répond « j'ai l'impression que cela s'inscrit dans un contexte de répression globale des mouvements militants ». Il est vrai que depuis quelques années, les procès visant des activistes politiques ont pris une ampleur sans précédent, menant certain.es à repenser leur militantisme. Il a par

ailleurs clairement été fait référence lors du procès au « chilling effect », un effet pervers visant à décourager toute action contestataire par la menace de procédures judiciaires lourdes à l'encontre des personnes faisant usage de leurs droits politiques. Car malgré toutes les déclarations du ministère public, il est indéniable que ce procès est politique : le ministère public s'est saisi de ce dossier en se basant sur une loi archaïque qui n'était plus appliquée depuis des décennies, seulement à la suite d'une plainte d'un Conseiller national UDC mécontent de voir cette affaire non traitée, et alors que le Conseil fédéral avait au premier abord décidé de ne pas poursuivre cette infraction au nom de la liberté d'expression.

Cette histoire nous dresse en fait un tableau inquiétant du droit à la liberté d'expression en Suisse. Les condamnations à répétition de militant.es créent un climat où les activistes politiques craignent désormais de s'engager dans différentes actions par peur de sanctions. Les trois antimilitaristes, bien que fatigué.es par la longueur de ces procédures, n'ont heureusement pas perdu les idéaux qui les habitaient, même

s'iels nous ont confié avoir changé la manière de mener leurs luttes.

Les trois accusés ont finalement été acquittés – juste après la clôture de la rédaction. Nous souhaitons finalement terminer cet article par quelques vers d'un poème écrit par l'un des accusé.es et qui avaient été lus à la conclusion du procès de Bellinzone :

« Vous auriez dû prendre nos livres, feuilles et cordes vocales

Car les textes et poèmes que vous nous interdisez

On les lit

On les écrit

On les crie !

*Et vous pourriez les cramer
Mais ce sont des bombes
Qui feront succomber l'armée »*

UKRAINE

SOLIDARITÉ

La vérité derrière la « solidarité bourgeoise »

La guerre en Ukraine a poussé de nombreux États, dont la Suisse, à se demander comment ils pouvaient aider le pays. Et il apparaît clairement que certains acteurs veulent véritablement faire preuve de solidarité et que d'autres ne pensent qu'à défendre leurs intérêts. MARTIN PARPAN

Personne ne sera surpris-e d'apprendre que l'UDC utilise la guerre en Ukraine pour s'attaquer aux personnes qui n'ont pas le passeport à croix blanche. Pour ce parti, ce sont surtout les contribuables suisses qui sont menacés par cette guerre. On retiendra néanmoins que l'UDC ne s'aventure même pas à utiliser le terme de « solidarité », quelle honnêteté.

Chez les Libéraux-Radicaux, la situation est différente. Thierry Burkart aime à se servir du terme « solidarité » et n'hésite pas à l'utiliser de façon provocante. Selon lui, les partis de

gauche devraient vivre la solidarité qu'ils prêchent et la solidarité européenne serait aujourd'hui synonyme de solidarité militaire. Il est évident qu'il n'existe pas de réponse simple à la question de savoir si l'on doit ou non livrer des armes à l'Ukraine. Devrait-on apporter de l'aide non-militaire ? Là, la réponse est beaucoup plus simple. Cette aide n'aurait aucune conséquence négative sur la neutralité et uniquement des conséquences positives pour l'Ukraine. Il est clair que la Suisse peut faire preuve de solidarité avec la population ukrai-

nienne en accueillant plus de réfugiés, en gelant des fortunes d'oligarques et en finançant des programmes d'aide.

SOLIDARITÉ AVEC SOI-MÊME

La réaction des partis bourgeois à ces points démasquent complètement ces politicien-nes qui accusent la gauche de manquer de solidarité. En effet, une motion de la commission de politique extérieure qui voulait accorder une aide financière de 5 milliards à l'Ukraine a été rejetée par la droite. Même verdict pour l'idée d'une task force dédiée aux oligarques, dont le but aurait été de localiser l'argent d'oligarques russes et biélorusses. C'est toutefois le PLR lui-même qui nous donne le meilleur exemple de ce qu'une partie de la droite entend par solidarité. Dans

une vidéo dans laquelle le parti fait le bilan d'une année de guerre en Ukraine, Thierry Burkart chante les louanges de Karin Keller-Sutter et d'Ignazio Cassis. Mais la vidéo n'en reste pas là. On y voit également des images martiales de chars, d'explosions et de situations de combat. On pourrait penser qu'il s'agirait là de vidéos ukrainiennes. Que nenni. Ce sont des membres de l'armée suisse en formation que l'on y voit. Burkart demande que la Suisse s'acquitte de ses tâches en matière de capacité de défense. C'est donc envers l'Armée suisse et l'industrie de l'armement que le président du parti se montre solidaire. Le symbolisme est à son comble lorsque, en fin de vidéo, on ne voit pas une image en lien avec l'Ukraine, mais la phrase suivante : « Nous rendons la Suisse forte ».

PROFITS DE GUERRE

Taxer les bénéficiaires de guerre illégitimes !

Les groupes de matières premières comme Glencore, Vitol et Cargill font actuellement des bénéfices historiques. Depuis l'attaque de Poutine contre l'Ukraine, les bénéficiaires exorbitants des géants des matières premières prouvent qui sort de cette guerre en tant que profiteur. ANJA GADA

Les entreprises basées à Genève et à Zoug qui, avant le déclenchement de la guerre, finançaient largement le budget de l'Etat russe et donc son armement par le biais du commerce de pétrole et de gaz, sont les mêmes qui profitent aujourd'hui des bouleversements du marché dans le commerce des matières premières. Cela doit cesser.

En tant que l'une des principales plaques tournantes du commerce mondial des matières premières, la Suisse devrait avoir la responsabilité de créer des conditions transparentes et d'empêcher le financement de régimes autori-

taires par le biais du commerce des matières premières. Depuis des années, la majorité bourgeoise du Parlement fait toutefois obstacle à toute demande de réglementation plus stricte du commerce de milliards d'énergies fossiles, de céréales ou de café. Depuis la guerre en Ukraine, les prix du pétrole se sont envolés en raison des pénuries, de la spéculation boursière et des sanctions. Le business des géants des matières premières est plus florissant que jamais. Ainsi, l'entreprise genevoise Glencore a augmenté son bénéfice de 248% en 2022 par rapport à l'année précédente – et a généré 17 milliards

de dollars américains, soit près de 3,5 fois plus que l'année précédente.

Au lieu de faire profiter de ces bénéfices de guerre ceux qui souffrent le plus des conséquences de la guerre, l'étage des managers des groupes de matières premières profite d'une crise humanitaire. L'UE l'a déjà reconnu et a logiquement promulgué une taxe sur les bénéfices exceptionnels, comme elle l'avait fait après la Première Guerre mondiale. Grâce à cette base, les bénéfices excessifs dans le secteur de l'énergie peuvent être soumis à un impôt spécial. Les bénéfices excessifs sont ainsi redistribués à ceux dont le coût de la vie a massivement augmenté ces derniers mois en raison des prix élevés de l'énergie.

Ces dernières semaines, le GSSA a lancé une lettre ouverte au Parlement en collabora-

tion avec Public Eye, Greenpeace, l'Alliance pour le climat, des groupements de politique de paix, des associations ukrainiennes et des opposants russes. La lettre demande une approbation immédiate de l'initiative parlementaire du président des Verts Balthasar Glättli, qui vise à introduire un impôt sur les bénéfices de guerre. Les recettes fiscales extraordinaires doivent être mises à la disposition de l'Ukraine pour la reconstruction écologique et sociale. Les antimilitaristes* et pacifistes* suisses doivent tout faire pour mettre un terme à l'utilisation de la place de négoce des matières premières pour financer la guerre et réaliser des bénéfices de guerre.

Vous pouvez signer la lettre ouverte ici : <https://profitsdeguerre.ch>

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le droit de ne pas y aller

Même les antimilitaristes pragmatiques peuvent trouver de bonnes raisons pour lesquelles un pays attaqué a le droit de se défendre. La participation à cette défense doit rester un choix individuel et personne ne devrait y être contraint, que ce soit en Suisse, en Autriche ou en Ukraine. ANDREAS WEIBEL

Imagine qu'il y ait la guerre et que personne n'y aille. Ce mot d'ordre, aussi utopique que pragmatique, vaut dans plusieurs situations. Pour les troupes américaines au Vietnam, les troupes françaises dans la guerre d'Algérie ou pour les troupes russes en Ukraine. Si celles-ci refusaient de combattre, la guerre s'arrêterait tout de suite.

Ni la Russie, ni l'Ukraine ne reconnaissent pour l'instant le droit à l'objection de conscience. Dans les deux pays, il arrive que des

hommes soient choisis au hasard dans la rue et contraints de servir. S'ils refusent d'aller en guerre, ils sont envoyés en prison, comme c'était le cas pour Vitaliy Aleksienko. Celui-ci a été condamné à une peine de prison d'un an par une cour d'appel à Ivano-Frankivsk. Ses avocats avaient demandé sa libération, car Vitaliy avait refusé de servir pour des raisons religieuses. Dans une autre affaire, un membre d'une autorité chargée du recrutement aurait pris pour cible deux jeunes sportifs qui avaient rejoint ce

qu'il pensait être la mauvaise équipe de handball.

En Ukraine, ce genre de pratiques peuvent encore être remises en question publiquement. Même des militaires haut-gradés affirment dans la presse que le recrutement forcé n'est pas la bonne façon de procéder. En Russie, en revanche, la résistance contre le service obligatoire est de plus en plus souvent vue comme un acte criminel. En juin de cette année, un mouvement qui défend les objecteurs de conscience en Russie a été déclaré « agent de l'étranger ». Cette organisation, qui conseillait les jeunes Russes qui ne voulaient pas servir dans l'armée est, tout comme le GSSA, membre de *War Resisters' International*.

DEMANDES D'ASILE EN AMBASSADE

Tandis qu'en Ukraine, c'est une dizaine de milliers de jeunes hommes qui refusent de servir, ce seraient des millions de Russes qui tentent de se cacher pour ne pas être trouvés des services de recrutement ou qui sont partis à l'étranger, selon des chiffres du journal allemand *TaZ*. Les Russes qui ne veulent pas servir dans l'armée n'ont aucune chance d'obtenir l'asile en Suisse. Pourtant, la Suisse devrait non seulement accorder l'asile aux Russes qui sont déjà arrivés en Suisse, mais également autoriser le dépôt de demandes d'asile dans les ambassades suisses, et ce non seulement pour des raisons humanitaires. En effet, nous toutes et tous profiterons si plus personne ne va à la guerre.

ALIMENTATION DE L'ARMÉE

Un problème inexistant

L'armée pense avoir un problème d'effectifs et s'en plaint depuis longtemps. Pour elle, le coupable est incontestablement le service civil. Si l'on se plonge un peu dans les chiffres du DDPS, on se rend toutefois vite compte que ce problème est inventé, pour ne pas dire inexistant. JONAS HEEB

Cet article ne suffit pas pour présenter en détail le jeu auquel joue le DDPS. Vous trouverez donc une vue d'ensemble plus complète sur notre site (en allemand).

Cela fait des années que le DDPS dit que l'armée a un problème d'effectifs, qui s'aggraverait d'ici la fin de la décennie. Pourtant, dans son numéro de décembre, le magazine Republik a dévoilé que l'effectif réel de l'armée était de 151'299 personnes (chiffres de 2022), ce qui va à l'encontre de la loi. Cette dernière prévoit des effectifs de seulement 140'000 personnes. À en juger par les réactions de différent-es politicien-nes, tout comme par celle de Viola Amherd, cheffe du DDPS, on peut partir du principe que personne ne s'est rendu compte de ce dépassement. Cela n'a pas empêché le DDPS de se plaindre constamment de manquer d'effectifs

et de demander des mesures concernant le service civil. L'alimentation de l'armée et du service civil a fait l'objet de deux rapports discutés pendant la session d'été, alors que les effectifs de l'armée sont trop élevés – une première absurdité.

LE DDPS JOUE AVEC LES CHIFFRES

Le DDPS avance que, suite à des mesures prises par le passé, deux fois plus de personnes quitteraient l'armée en 2028 et en 2029, ou 12'000 personnes par classe d'âge selon le département. Celui-ci prévoit une augmentation des effectifs réels qui devraient atteindre 157'000 personnes d'ici 2024. Ces chiffres devraient rester stables jusqu'en 2028 et ensuite baisser pour atteindre 123'000 d'ici 2030. Pourquoi le DDPS ajoute-t-il 10'000 aux 24'000 qui quitteront l'armée

(157'000 - 123'000 = 34'000) ? Mystère et boule de gomme. Or, avant même d'aborder ce problème d'arithmétique, nous devons trouver réponse à deux autres incohérences :

1. L'armée ne prévoit pas de croissance entre 2024 et 2028. Depuis l'introduction du modèle « développement de l'armée » (DEVA) en 2018, les effectifs ont augmenté en moyenne de 4000 personnes par année. Cette augmentation d'effectifs ne devrait pas s'arrêter, au contraire : l'armée veut affaiblir le service civil et se rendre plus attractive, surtout auprès des femmes. Compte tenu de ces informations et des données démographiques, nous pouvons partir du principe que la croissance se poursuivra.

2. Le DDPS pense qu'il y aurait 12'000 départs par année de naissance. Au cours des dernières années, seules 7000-8000 personnes ont quitté l'armée chaque année. Le DDPS n'explique pas comment il arrive à cette différence de 4000-5000 personnes par année.

Admettons que la croissance de 4000 personnes par année se poursuive et que 10'000 personnes par année de naissance quittent l'armée (ce qui est toujours très généreux), cela nous donnerait un effectif réel de 159'000 personnes en 2030. Notre calcul a beau être simple, au moins, nous disons d'où viennent nos chiffres, contrairement au DDPS, qui n'a même pas daigné réagir à nos questions et nos critiques quant à ces prévisions.

LE SILENCE EST D'OR

La communication du DDPS sur ce dossier ne peut que nous laisser bouche bée. Même après qu'on lui ait présenté d'autres chiffres concernant cet effectif surpassant le niveau légal, il s'accroche à son histoire. Malheureusement, les autres partis bourgeois se font les porte-paroles du DDPS : l'armée a un problème et c'est au service civil d'en faire les frais. Le Conseil fédéral, lui aussi, ne se prononce pas vraiment

sur le sureffectif contraire à la loi qui devrait perdurer jusqu'en 2028, selon les prévisions du DDPS. Ce silence est en soi un scandale. Dans un rapport concernant le DEVA, on peut tout de même lire que les départs dans les classes d'âge concernées se feront plus tôt qu'initialement prévu. Dans ce rapport, paru début juin, le DDPS ne parle toutefois aucunement du sureffectif ainsi que de l'illégalité de ce dernier. Il prétend uniquement que l'armée a un problème. Il ne donne aucune explication concernant ses prévisions aléatoires et ne fait que répéter à qui veut l'entendre que l'armée n'a pas assez de personnel.

LE SERVICE CIVIL COMME BOUC-ÉMISSAIRE

Si l'armée ne change rien à sa façon de faire, elle devrait plutôt se demander comment elle peut arriver à moins de personnel et comment elle veut éviter ce genre de situations à l'avenir au lieu d'attaquer constamment le service civil. Car tout le monde le sait, l'armée et son lobby ne voient pas le service civil d'un bon œil et voudraient l'abolir. Notons que le nombre de personnes passant de l'armée au service est resté stable ces dernières années et n'a pas augmenté. De son côté, l'armée peut demander pratiquement tout ce qu'elle veut depuis la guerre d'agression de Poutine. Le budget démesuré pour la défense est un bon exemple en la matière. Personne ne sait exactement où iront ces fonds pour lesquels tous les autres départements doivent faire des économies. Compte tenu de la façon dont l'armée traite le sureffectif, on ne peut que conclure que les lois de valent pas pour elle. Et si l'armée avait réellement un problème d'alimentation, elle ferait mieux de commencer par régler ses problèmes à l'interne. On pourrait par exemple se demander si elle a réellement besoin de 140'000 personnes. Et pourquoi certains soldats préfèrent faire quelque chose d'utile au lieu de rester assis pendant des heures en se faisant crier dessus par des personnes en uniforme.



Action devant le Palais fédéral pendant les débats parlementaires concernant les rapports sur l'alimentation. Photo : Anna-Lena Keller

PATROUILLE SUISSE

Patrouille suisse : inutile, bruyante, trop chère, polluante et dangereuse

Deux F5-Tiger sont entrés en collision lors d'un entraînement de la Patrouille Suisse à Baar (ZG), le 15 juin 2023. Des débris sont retombés sur un quartier et ont fait un blessé. Ce n'est que par un heureux hasard qu'il n'y en a pas eu davantage. MARKUS AREGGER

Voici comment le Commandant des Forces aériennes suisses parle de la Patrouille Suisse dans une nouvelle brochure du DDPS : gracieuses, spectaculaires, acrobatiques : ces quelques mots décrivent parfaitement les escadrilles de voltige aérienne des Forces armées suisses. Les pilotes sont de véritables artistes qui impressionnent avec leurs figures.

Il omet toutefois le fait que la Patrouille Suisse est extrêmement bruyante, mauvaise pour le climat, chère, inutile et dangereuse, comme l'incident de Baar vient de nous le montrer à nouveau.

COÛTS, BILAN CARBONE ET UTILITÉ

Un F5-Tiger émet 6,5 tonnes de CO2 par heure de vol. En comparaison, une personne en Suisse produit 4 tonnes de CO2 par année.

Les coûts sont tout aussi impressionnants. En effet, une heure de vol coûte 40'000 francs aux contribuables. Et quelle est l'utilité des escadrilles de voltige aérienne ? Selon Werner Salzmann, conseiller national UDC (BE), la Patrouille Suisse serait la carte de visite des forces aériennes suisses et aurait un effet dissuasif sur les autres armées. Ueli Maurer aurait, pour sa part, dit lors d'une réunion que, désormais, il n'y aurait plus de jets pour faire du folklore. La Patrouille suisse servirait donc au folklore, mais également à la dissuasion.

ARTISTES DES CIEUX BRUYANTS

La Patrouille suisse est basée à Emmen (LU). Selon les autorités cantonales, les valeurs limite d'exposition au bruit autour de la base aérienne sont régulièrement dépassées. Les personnes

qui habitent dans les environs savent que même à plusieurs kilomètres, le bruit des avions de chasse peut être gênant, voire pesant. Par ailleurs, la perception du bruit n'est pas la même, selon si l'on se rend à un spectacle aérien de courte durée ou si l'on est obligé-e de travailler dans ces conditions.

En conclusion, on peut donc dire que la Patrouille Suisse est une carte de visite folklorique pour l'Armée pour laquelle l'Etat dépense 40'000 francs par heure de vol et qui, pendant cette heure, émet autant de CO2 qu'une personne lambda par année. La Patrouille Suisse doit donc être dissoute !



La Patrouille Suisse : des grands jouets Photo : Markus Aregger

CONTRIBUTION EXTERNE

Forcés de faire la guerre – le service militaire obligatoire en Autriche

Pendant des années, il semblait que l'obligation de servir appartiendrait bientôt au passé en Europe. Or, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le service militaire forcé redevient un sujet de débat politique en Allemagne et dans d'autres pays européens. Cap sur l'Autriche. DANIEL JERKE

L'Autriche est l'un des seuls pays européens à ne pas avoir aboli ou suspendu le service militaire obligatoire. En ce moment, environ 7000 jeunes Autrichiens sont en train d'effectuer leur service militaire de base. Environ 16'000 soldats professionnels et 30'000 réservistes (dont très peu de femmes) viennent compléter les effectifs. Depuis 1975, il existe un droit à l'objection de conscience. Toutefois, comme l'obligation de servir est soutenue par de larges pans de la population, ainsi que par de nombreux acteurs politiques, le nombre d'objecteurs est resté très bas pendant longtemps. Cela a toutefois changé ces dernières années : la proportion de civilistes est aujourd'hui de près de 40% par année de naissance. En 2022, cela équivalait à 14'000 personnes. Le service civil est ainsi devenu une partie importante du domaine social en Autriche.

Le droit à l'objection reste très restreint en Autriche. Une demande dans ce sens doit être déposée en l'espace d'un certain temps et ne peut être déposée après le début du service. Par ailleurs, le « service de remplacement » dure trois mois de plus que le service militaire. Et le dédommagement a beau être le même sur papier, dans les faits, les civilistes sont souvent moins bien payés. Cela est dû notamment au fait qu'ils doivent souvent déménager si aucun poste n'est libre dans leur lieu d'origine. Différentes organisations internationales, dont Amnesty International (1997) et le Mouvement international de la réconciliation (2015) ont critiqué l'Autriche pour ces manquements. Entre-temps, les autorités déclarent de plus en plus souvent des recrues inaptes au service. Aujourd'hui, c'est le cas pour environ un quart des hommes chaque année. De nombreux jeunes hommes peuvent donc éviter assez simplement le service militaire, ce qui

enlève de la pression dans le système. C'est également pour des raisons politiques que les confrontations avec l'appareil étatique sont rares. En effet, il n'existe pas de vaste mouvement dans la société contre le service obligatoire. C'est ce qui ressort d'une enquête nationale sur le service obligatoire publiée il y a dix ans.

Cette enquête nationale a été commandée par le gouvernement réunissant la SPÖ (sociaux-démocrates) et l'ÖVP (conservateurs) le 20 janvier 2013 à la suite de la décision de l'Allemagne et de la Suède de suspendre le service obligatoire et afin de détourner l'attention du manque de solutions face à la crise de l'euro. Le résultat n'a pas eu de conséquences politiques, mais le gouvernement avait promis de respecter le résultat. Sur le bulletin de vote figuraient deux options : « Êtes-vous en faveur de l'introduction d'une armée professionnelle et d'une possibilité d'engagement social rémunéré d'une durée d'un an ? » et « Êtes-vous en faveur du maintien du service militaire obligatoire et du service civil ? ». La formulation montre déjà qu'il était tout autant question du service civil que du service militaire. Une majorité de 59,7% des 52,4 % de la population ayant participé avait finalement choisi la deuxième option. Un commentateur de la *Süddeutsche Zeitung* résume bien la situation : « L'ÖVP a répandu la peur en disant que si le service militaire et le service civil étaient abolis, les ambulances viendraient dorénavant trop tard et plus personne ne viendrait en aide à la population en cas d'inondation. »

Les personnes et groupes pacifistes, antimilitaristes et de la gauche radicale se sont retrouvés devant un dilemme. Un certain nombre de groupes pacifistes et antimilitaristes avaient certes critiqué le gouvernement

ci avait sciemment évité la question de l'abolition de l'armée. Voilà toutefois l'étendue de l'action unie et concertée de la gauche. Étant données les deux options sur le bulletin, beaucoup de personnes ont vu le service militaire comme le moindre mal, car une armée professionnelle aurait été vue comme un grand pas dans la direction d'une adhésion à l'OTAN et de la participation à des guerres d'agression. Hannes Androsch, le président du comité pour l'abolition du service militaire obligatoire, avait participé à la diffusion de ces craintes. Ce dernier voulait utiliser l'armée obligatoire pour « sécuriser des sources de matières premières et d'énergie » à l'étranger. La divergence des avis entre ces différents acteurs devient évidente à la lecture des recommandations de vote du Parti communiste autrichien. Le comité appelait à déposer un vote nul et à écrire « abolir l'armée professionnelle » sur les bulletins de vote alors que le groupe régional le plus important s'est publiquement opposé à cela. Selon ce groupe régional, l'abolition de l'armée préparerait le terrain pour la création d'une armée de l'UE et entraînerait un armement plus conséquent de la police. Un vote pour le service militaire serait donc, d'après eux, un vote pour la neutralité et contre l'assujettissement de l'Autriche à l'UE. En fin de compte, la neutralité aura été vidée de sa substance malgré le vote en faveur du service militaire obligatoire. Ces avis divergents ont, eux, plutôt contribué au fait que les groupes pacifistes et de gauche tendent à éviter le sujet de l'obligation de servir. Le Parti communiste revendique par exemple sur son site une « politique active de paix et de sécurité », mais ne prend pas position au sujet de service obligatoire ou de l'armée. Il existe également, depuis 2019, une Alliance pour la paix, la neutralité active et la non-violence, une faitière qui englobe tout de même 40 organisations et qui n'a pas de position à ce sujet, car ses membres ne sont pas du même avis. Certain-es d'entre vous se demanderont peut-être ce qu'il en est de la neutralité.

En Autriche, l'idée de la « neutralité éternelle » (*Immerwährende Neutralität*) est un terme central du discours politique. Elle a été promulguée au moyen d'une loi en 1955 après la fin de l'occupation et a constitué la base du non-alignement du pays pendant la Guerre froide. L'aspect pratique de la neutralité n'était toutefois pas défini – et c'est toujours le cas. Des entreprises d'armement autrichiennes comme Glock ou Steyr Arms ont toujours aimé vendre leurs produits dans le monde entier. De plus, malgré sa neutralité, l'Autriche collabore officiellement avec l'OTAN depuis 1994. L'armée autrichienne fait également partie de structures militaires de l'UE telles que le Groupement tactique ou la coopération structurée permanente (CSP). Elle est ainsi obligée d'offrir une assistance militaire si un autre membre devait être attaqué. Néanmoins, presque tous les acteurs de la vie politique voient la neutralité comme quelque chose de positif, car ce terme est devenu si vague que tout groupement peut lui donner la signification qui lui sert le plus.

Aujourd'hui, des visions plus autoritaires et militaristes trouvent à nouveau davantage preneur. Juste avant le début de la guerre en Ukraine, la SPÖ et la FPÖ (parti de droite dure, ndlt) demandaient à ce que le service militaire soit prolongé de deux mois. L'opposition des Verts dans le gouvernement a certes fait capoter le

projet, mais tout le monde était à nouveau d'accord lorsqu'il s'agit d'acheter plus de biens d'armement. Il est donc prévu d'augmenter le budget de l'armée au cours des prochaines années pour que celui-ci atteigne 1,5% du PIB. Une majorité de la population a même donné son aval à ce projet malgré une inflation record. Car en Autriche aussi, on entend cette idée saugrenue selon laquelle l'armée ne fonctionnerait plus, car elle a dû faire trop d'économies. Pourtant le budget de l'armée n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années, et ce quel que soit le bord politique du ou de la « ministre de la guerre », six hommes et une femme de trois partis différents et deux sans parti, depuis l'enquête de 2013. Par ailleurs, il existe depuis le 1er avril un service militaire de base facultatif pour les femmes. Car oui, l'armée autrichienne essaie de plus en plus d'atteindre les femmes avec sa propagande. En 2021, une majorité de la population se prononçait même en faveur d'un service militaire obligatoire pour les femmes également. L'armée essaie aussi d'augmenter ses effectifs. Ainsi, les critères pour être déclaré inapte sont devenus plus strictes il y a deux ans, ce qui a touché plusieurs centaines d'hommes. Il n'y a pas eu de grande résistance contre ce développement, car les organisations du service civil en ont également profité. L'exemple de l'Autriche nous montre qu'il est essentiel pour la gauche de formuler une position antimilitariste indépendante dans le cadre de sa politique de paix. Elle doit aussi défendre cette position de façon intrépide et ne pas se laisser diviser par les deux opinions qui prévalent.

*Une version plus longue de cet article est parue le 4 mai 2023 dans **Graswurzelrevolution**, un magazine anarchiste allemand. L'auteur tient à remercier tous ses interlocuteur-ices pour leur aide à la réalisation de cet article.*

**graswurzel
revolution**
für eine gewaltfreie,
herrschaftslose gesellschaft

SOUDAN

NO TO WAR au Soudan

La population a appelé à renverser le gouvernement et le système actuels. Elle était désillusionnée par les nombreux gouvernements militaires et les réformes annoncées, alors que seuls les dirigeants changeaient. JAMAL MAHMOUD

Pour comprendre les combats actuels entre les fractions militaires au Soudan, il faut les voir dans le contexte de la révolution soudanaise qui a commencé en décembre 2018. Durant celle-ci, d'innombrables alliances et coalitions se sont formées, dont des comités de résistance dans les quartiers. La révolution aura certes eu raison du dictateur Omar el-Bechir, âgé de 30 ans, en avril 2019. Le peuple n'a toutefois pas pu se libérer entièrement du joug de l'armée. Il s'est vite retrouvé pris au piège dans un réseau géopolitique complexe. Des puissances étrangères aux intérêts divers se mêlent de la situation. Certaines d'entre elles soutiennent ouvertement l'armée, d'autres demandent des pourparlers de paix, qui servent leur politique extérieure. À la suite de la révolution, un gouvernement aux membres civils et militaires a été instauré et doit superviser le passage à la démocratie.

Les fractions qui s'opposent aujourd'hui sont d'une part les forces armées soudanaises dirigées par le Général Abdel Fattah Al-Burhan et les paramilitaires des Forces de Soutien rapide (FSR) menées par Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemeti. Ces deux groupes se partageaient le pouvoir dans un conseil militaire, dont Bourhan était le président et Hemeti le vice-président. Toutefois, en octobre 2021 déjà ils ont renversé le gouvernement civil par un putsch militaire et annulé les élections prévues pour 2022.

Les comités de résistance ont été exclus du processus de transition. Voyant celui-ci d'un œil méfiant, il a identifié la rue comme son lieu de

pouvoir. Après le coup d'État, il a lancé un processus de bas en haut au niveau national pour trouver un consensus sur l'avenir du pays. Résultat : non pas une, mais deux chartes. Ces groupes sont ambitieux, fonctionnent de manière organique, pluraliste, décentralisée et n'ont pas de dirigeant-e. Leur mot d'ordre est « pas de négociations, pas de légitimation, pas de partenariat ». Les comités de résistance et d'autres groupes s'opposent à toute intervention de l'étranger, discussions dirigées par l'ONU et déclinent toute invitation des putschistes et d'autres partis politiques.

L'un des buts de la révolution est de détruire le complexe militaire, sécuritaire et commercial qui contrôle les ressources du pays. Ces dernières atterrissent aussi chez nous, en Suisse, comme c'est le cas pour l'or provenant de mines contrôlées par les FSR. L'armée soudanaise utilise également une autre source internationale de financement : les mesures européennes pour contrer la migration. Le Soudan fait partie du processus de Khartoum, un pilier important de la sous-traitance du refoulement des personnes réfugiées. Depuis 2016, la Suisse aussi participe à ce fonds européen qui finance avec plusieurs milliards la « lutte contre les causes de la migration ».

Les puissances étrangères n'ont cessé d'insister pour qu'il y ait un processus de transition. Ainsi, elles ont renforcé les généraux, affaibli les militant-es et préparé le terrain pour la guerre. Les pourparlers de paix qui sont demandés aujourd'hui, en plein milieu de la guerre, ne

font que légitimer la position des deux partis principaux en guerre quant à l'avenir du pays. Alors que ce sont eux qui le détruisent brutalement. Au cours des trois premiers mois seulement, plus de 5000 personnes ont été enlevées, emprisonnées et torturées. Parmi elles se trouvent beaucoup de nombreuses voix critiques. Dans tout le pays, de la violence sexuelle serait utilisée comme arme de guerre. Au Darfour, les FSR commettent toujours leurs crimes impunément et remplissent une fosse commune après l'autre. Selon un rapport de Human Rights Watch, ils auraient déjà systématiquement détruit 26 communes et contraint des centaines de milliers de personnes à fuir. D'après des estimations, on compte plus de 2,4 millions de déplacés internes au Soudan et 730'000 personnes auraient fui dans des pays voisins.

Afin d'arriver à une paix durable, les révolutionnaires soudanais-es doivent être mis au centre et l'armée ne doit plus être récompensée pour la violence qu'elle exerce.

Les comités de résistance restent fidèles à la révolution avec son appel « no to war ». Ils ne veulent soutenir aucune des deux parties en guerre, même s'il devient de plus en plus difficile de défendre ce point de vue. En fin de compte, ce sont ces comités qui ont rendu possible l'accès à la nourriture et à l'eau potable dans cette situation de crise, qui ont aidé les personnes en danger à trouver refuge et qui ont trouvé des solutions improvisées d'accès aux soins. Les services diplomatiques étrangers, eux, étaient bien trop occupés à évacuer leurs ressortissants. Ce sont les Soudanais-es qui entretiennent l'espoir pour un avenir en pacifique. Nous devons suivre leur appel. Car c'est la révolution qui doit avoir le dernier mot.

ALTERNATIVES

La défense civile non-violente

Quand nous voyons les dégâts causés par les missiles en Ukraine, les destructions d'immeubles, les morts civils et les fuites de la population à l'étranger et que nous entendons les menaces nucléaires nous paniquons à l'idée des guerres encore possibles aujourd'hui en Europe. Nous aimerions préserver notre sécurité, notre identité, notre culture de toute invasion étrangère et nous cherchons le moyen d'éviter la guerre devenue trop coûteuse à cause des armes de destructions massives. La population civile que l'armée prétend défendre est la 1ère victime de la guerre. MICHEL MONOD*

Les gouvernements choisissent de se surarmer. En Suisse le Parlement a voté 2 milliards de plus pour l'armée ajoutant ainsi plus de menace aux menaces pour plus de violence à la violence. N'y a-t-il pas une autre façon de se défendre ? Des auteurs ont proposé une défense civile non-violente inspirée d'événements qui se sont déroulés pendant des périodes d'occupation militaire. Il s'agit de la part de civils de résister aux forces d'occupation par des actes de résistance, de désobéissance et de non collaboration afin de les dissuader de maintenir leur occupation du territoire. Il y a de nombreux

exemples dans l'histoire de telles résistances civiles parfois symboliques mais qui montrent l'opposition de la population à une occupation militaire.

En Tchécoslovaquie les citoyens ont manifesté contre la présence de chars soviétiques et les ont dissuadés de rester à Prague. Tout le monde se souvient de Gandhi et de la marche du sel et autres manifestations pour obliger les troupes britanniques à quitter le pays. Ces quelques gestes symboliques paraissent dérisoires devant une force armée mais ils ont eu leur effet sur le moral des troupes d'occupation.

D'autres moyens non-violents sont plus efficaces comme la grève générale ou la grève perlée, la ville morte quand tout le monde observe un confinement, le boycott des livraisons de biens et services à l'ennemi. Il importe toujours pour les civils de rester polis et respectueux envers les soldats et d'éviter des attentats commis par des partisans qui vont se payer très chers comme on l'a vu pendant l'occupation en France à Oradour ou dans le Vercors. Il ne faut pas confondre résistance armée de partisans et résistance non-violente. L'ennemi peut même procéder à des arrestations et condamnations mais dans ce cas il se déconsidère devant la population.

Tous ces actes ont été spontanés et pas prévus en avance. S'ils sont organisés en temps de paix ils peuvent devenir très dissuasifs pour qui espère gagner l'estime d'une population et gouverner le pays. La dissuasion civile est plus réaliste que la dissuasion nucléaire qui reste illusoire. Certains auteurs prévoient une étape de transition

entre la défense armée et la défense civile non-violente. C'est le trans armement. Cette disposition répond à la crainte du gouvernement de rester sans la défense armée qu'il juge nécessaire mais cela met en danger les civils en favorisant une riposte de l'ennemi sur la population. Une préparation civile non-violente non seulement dissuade toute occupation étrangère mais elle ne menace en rien les voisins qui pourraient craindre une attaque d'une nation armée.

*Michel Monod, Co-Président du Centre pour l'Action Non-violente à Lausanne Suisse.

LA DERNIÈRE

FAIRE LE BON CHOIX

Aux urnes, antimilitaristes !

De l'importance d'envoyer son matériel de vote à temps. ANJA GADA

Les décisions du Parlement peuvent avoir des conséquences catastrophiques, comme nous l'ont montré certains événements terribles de ces dernières années. Commençons par les hésitations du Conseil fédéral lorsqu'il s'agissait de reprendre les sanctions contre le Russie en février 2022 et le manque de mesures prises

contre le secteur des matières premières et la place financière. Le Parlement, lui, n'a pas hésité une seconde avant de monter d'un cran la production d'armes en Suisse. Quelques jours seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la majorité bourgeoise a clairement montré que, pour elle, l'achat d'un bombardier furtif était plus important que la mise en œuvre de mesures permettant une désescalade dans différentes crises mondiales. Le doublement

du budget de l'armée qui a suivi constitue un signal on ne peut plus clair : les rêves d'armement de la droite devenaient enfin réalité. En même temps, un débat sur l'assouplissement des règlements pour l'exportation d'armement a commencé. Et ce malgré les records d'exportation de 2022, dont les premiers clients étaient l'Arabie saoudite et le Qatar, des pays où les droits humains sont gravement violés. Nous avons besoin d'une politique de paix du-

table qui mise sur le désarmement nucléaire mondial, et non sur le surarmement. Une politique antimilitariste conséquente peut donc sauver des vies humaines. Allez donc aux urnes et faites le choix antimilitariste.

Pour toute question concernant nos recommandations de vote, n'hésitez pas à nous écrire (gssa@gssa.ch)

MANIFESTATION NATIONALE

À la manif du climat, antimilitaristes !

Sans désarmement, nous n'arriverons pas à atteindre les buts fixés dans l'accord de Paris. C'est pourquoi le mouvement pacifiste doit être présent en force lors de la manifestation nationale pour le climat le 30 septembre à Berne.

Le 21 novembre 2021, le Président américain Joe Biden soulignait l'importance de limiter le réchauffement à 1,5°C. Après la Présidence de Trump, les États-Unis étaient donc de retour à la table des négociations climatiques. Quelques mois plus tard, toutefois, la Russie attaquait l'Ukraine et pour les États-Unis, la priorité était à présent de sécuriser les réserves d'éner-

gie et non à atteindre des buts climatiques. De nouvelles zones d'exploitation pétrolière ont ainsi été mises en service et les réserves stratégiques utilisées pour stabiliser le prix du pétrole.

Le mouvement pour le climat se voit confronté à un problème. Tant que leurs intérêts géopolitiques existent, les grandes puissances

ne miseront jamais uniquement sur les énergies renouvelables. Les énergies fossiles ont plusieurs avantages : elles sont énergétiquement plus denses, elles offrent plus de flexibilité dans l'utilisation et elles sont plus simples à transporter. Par ailleurs, sans apport constant en diesel et en essence, les actions militaires cesseraient tout de suite. C'est notamment pour cette raison que tant l'Ukraine que la Russie s'attaquent aux infrastructures d'approvisionnement et aux dépôts pétroliers. L'OTAN a beau développer des chars fonctionnant à

l'énergie solaire, toute guerre dépendra toujours des énergies fossiles, d'une façon ou d'une autre. Un désarmement mondial est donc nécessaire d'un point de vue climatique. C'est la seule façon que nous avons d'endiguer ce désastre écologique.

C'est pour cela que nous serons dans les rues le 15 septembre (grève internationale du climat) et le 30 septembre (manifestation nationale pour le climat). Pour cette dernière, rendez-vous à 14 heures au Bollwerk de Berne. Plus d'infos sur www.manif-climat.ch/

GREGOR,
les histoires de
l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____